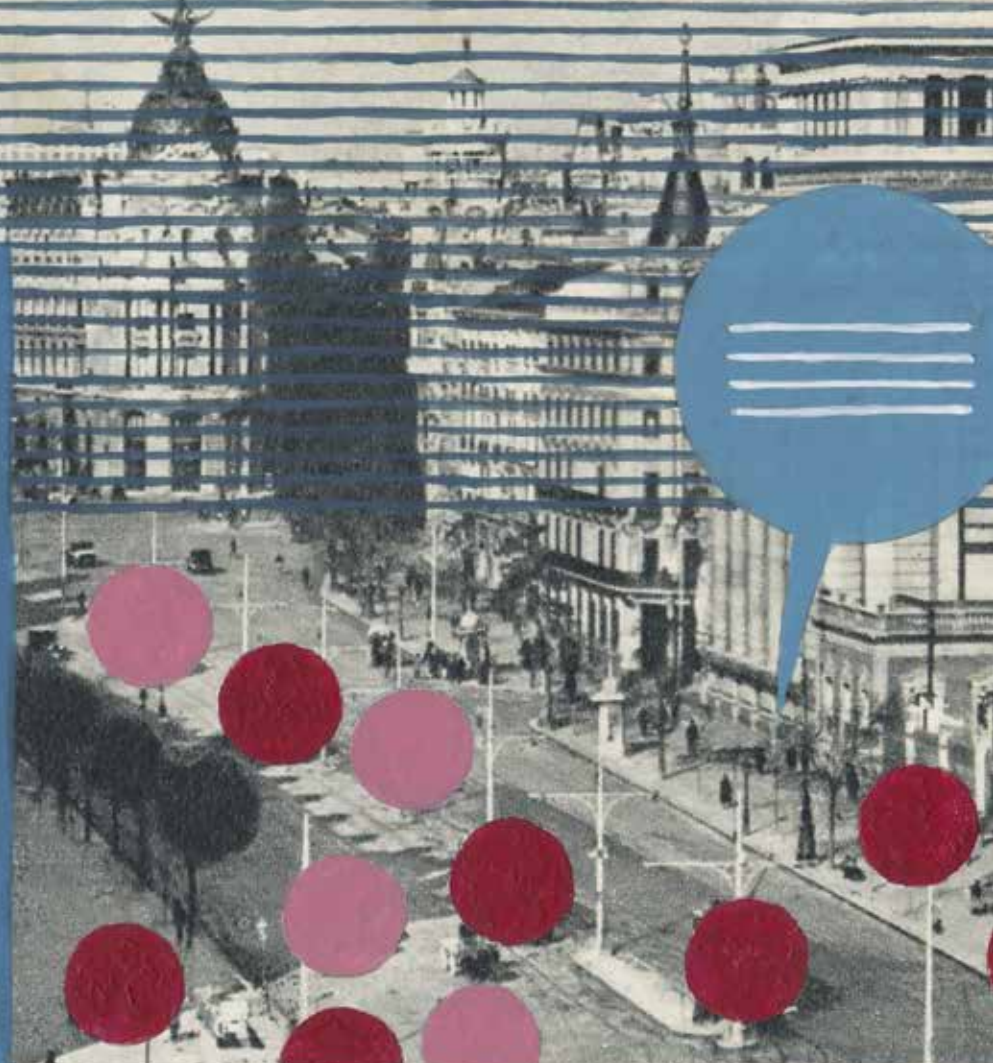




mercredi 22 mai 2019 - France 2,80 €  
Belgique/Luxembourg/Portugal: 2,90 € - Suisse: 4,2 CHF - Canada: 4,99 CAD - USA: 4,99 USD - Maroc: 30 MAD - Royaume-Uni: 2,80 GBP - Tunisie: 3,90 TND - DOM: 2,90 € - TOM: 4,00 XPF

# PARLEZ-VOUS EUROPE ?



## EMMANUEL RUBEN

POINT DE VUE

L'Europe n'est pas si grande.  
Elle peut se déguster à vélo

page 3

## ENRICO LETTA

GRAND ENTRETIEN

Pour l'Union européenne, il est urgent de regarder le monde

## MATTHIEU CALAME

CONTRE-PIED

Et si la France choisissait entre l'Europe et la Françafrique ?

pages 5-6

Et, en poster, des cartes postales de la Pologne, de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie et de la Scandinavie

## UN ÉTAT D'ESPRIT

par **ÉRIC FOTTORINO**

les grandes figures contemporaines  
- Einstein, Philip

Roth, Simone Veil, Michel Rocard -, et tant d'autres sujets. Et nous n'entendons pas en rester là. Au moment de souffler cette cinquième bougie, nous vous offrons le premier numéro du 1, le 1 du 1 en quelque sorte, qui traitait de la France... comme notre nouveau trimestriel *Zadig*, né en ce début de printemps.

Nous avons demandé à Jochen Gerner, qui nous accompagne depuis le début, d'illustrer ce numéro exceptionnel. Et surprise : pour l'occasion, nous avons conçu une boîte en carton stylisée dans laquelle vous pourrez ranger vos 1. Mais continuez d'abord à ouvrir ses grandes ailes. On espère vous emmener encore très loin !





1  
ZAKOUSKI

# Tout reste à inventer

par Éric Fottorino



Parlement européen de Bruxelles, 2016

© Julie Guiches / Pink / Saif Images

2./

L'EUROPE, combien de divisions ? À la veille d'un scrutin qui ne mobilise guère l'opinion, nous avons voulu comprendre ce qui n'allait pas entre l'Europe et nous, ou entre le « machin » bruxellois et les Européens que nous sommes. Quel danger y aurait-il à laisser se démanteler cette construction de plus d'un demi-siècle, dont les élargissements successifs ont fini par émailler les bases et les valeurs, jusqu'à semer le doute sur la nécessité de construire un avenir commun ? Comme souvent, c'est la désignation d'un ennemi extérieur – disons d'adversaires, nous ne sommes pas en guerre ! – qui pourrait inciter à la cohésion. Avec Donald Trump, l'Amérique n'est plus l'allié historique d'hier. Si on ajoute le revanchisme poutinien ou les tensions de l'Islam de l'autre côté de la Méditerranée, cette nouvelle configuration géopolitique devrait à elle seule faire réfléchir aux conséquences d'un éclatement de la sans doute mal nommée Union européenne.

Dans le passionnant entretien qu'il a accordé au *L*, l'ancien Premier ministre italien, Enrico Letta nous alerte

vigoureusement devant ce risque : devenir demain une colonie américaine ou chinoise si nous ne déployons pas nos efforts pour être de vrais Européens, qui se querellent peut-être sur des brouilles mais restent solidaires sur l'essentiel et partagent le même idéal. Pas celui de la loi du marché à outrance où le profit l'emporte sur la protection des individus (modèle américain), ni l'obsession du contrôle de la population par l'État (modèle chinois).

Même si les partis pro-européens, ce qui est probable, l'emportent sur les partis populistes, tout restera à inventer pour que les nouveaux dirigeants de l'Union forgent une politique commune claire, efficace et utile. Avec, à côté des enjeux économiques mondiaux, l'affirmation d'une Europe protectrice des plus fragiles, à commencer par les chômeurs, les classes modestes et les migrants. Sans quoi les Salvini, Orbán, Sebastian Kurz (en Autriche) ou Marine Le Pen finiront par composer le visage d'une Europe parjure de ses valeurs humanistes. ¶

**Deviendrons-nous demain une colonie américaine ou chinoise ?**

LE 1 GARANTI  
SANS PUBLICITÉ !

TOUT EST BON...

DANS LE 1.

**PRENEZ LE PLI DU 1 !**

ABONNEZ-VOUS pour 9 € par mois  
5 € pour les étudiants

01 84 25 45 20  
ou [www.le1hebdo.fr](http://www.le1hebdo.fr)

Illustration Laurent Cilluffo

**FGH Invest**  
24 rue Saint-Lazare, 75009 Paris  
Fondateurs  
Henry Hermand (†), Éric Fottorino,  
Laurent Greilsamer et Natalie Thiriez  
Directeur de la publication  
Éric Fottorino  
Directrice artistique Natalie Thiriez  
Directrice exécutive Sophie Mingasson  
Rédacteur en chef Julien Bisson  
Rédaction  
01 53 75 25 05 ou [www.le1hebdo.fr/contact](http://www.le1hebdo.fr/contact)  
Service abonnement  
01 84 25 45 20 ou [abo@le1hebdo.fr](mailto:abo@le1hebdo.fr)  
Abonnement France métropolitaine  
9 € par mois, 99 € par an  
Réassort à juste Titres, 04 88 15 12 45  
Conception graphique  
be-pôles, Antoine Ricardou  
Impression Groupe Maury Imprimeur,  
45330 Malesherbes  
Dépôt légal avril 2014 - ISSN 2272-9690/  
CPPAP 0521C92307

[www.le1hebdo.fr](http://www.le1hebdo.fr)

IMPRIMERIE VERT

## L'USAGE DE L'EUROPE

« COMME TOUS LES JEUNES FRANÇAIS de sa génération, Théodore connaissait mieux la géographie de l'Europe que celle de son pays », écrit Aragon dans *La Semaine sainte*, un roman inspiré de quelques heures de la vie de Géricault fuyant Paris dans l'armée en déroute de Louis XVIII au moment des Cent-Jours. Comme tous les jeunes Européens de ma génération, je me suis rendu compte un beau jour que je connaissais mieux la géographie de la Terre que celle de l'Europe – même si j'avais traversé la planète à la vitesse d'un avion. Nous, les Européens nés la veille de la chute du Mur, nous sommes des mondialisés-nés. Notre horizon a été, dès le berceau, le monde entier de la globalisation. Mais notre destin, notre avenir, notre pays, c'est pourtant l'Europe. C'est pour apprendre cette géographie méconnue d'un pays qui s'ignore que j'ai décidé de traverser l'Europe à vélo. Tous les cyclistes vous le diront : il n'y a rien de mieux que le vélo pour éprouver le sentiment géographique d'un territoire, rien de mieux que le vélo pour connaître l'usage d'un pays. Or, qui traverse l'Europe à vélo se rend compte que ce petit cap d'Asie n'est pas tout à fait un continent – le continent s'appelle l'Eurasie –, qu'elle n'est pas vraiment un archipel – l'archipel, c'est le monde globalisé du néo-libéralisme déchaîné – mais qu'elle a plutôt les dimensions d'un pays : car l'Europe, je peux le dire maintenant que je l'ai traversée, est toute petite.

L'Europe est toute petite et rapetisse à vitesse grand V, me répétait Vlad, mon compagnon de route, pendant les 48 jours de notre odyssée à deux-roues. Pour qui vient d'URSS, l'Europe est un nain géopolitique. L'élargissement de l'Union européenne a produit un rapetissement de l'idée européenne : nous disons *Europe* pour parler d'un ensemble à géographie variable qui n'englobe que la moitié de l'Europe continentale et ne s'aventure guère plus loin, dans les Balkans occidentaux, que l'empire de Charlemagne et celui de Napoléon. Il nous a fallu seulement 48 jours, à l'été 2016, pour relier Odessa et Strasbourg, les bouches du Danube aux sources du Danube, 48 jours seulement pour traverser dix pays d'Europe – dix départements potentiels d'une Eurotopie postnationale : Ukraine, Moldavie, Roumanie, Bulgarie, Serbie, Croatie, Hongrie, Slovaquie, Autriche, Allemagne. De Bratislava à Vienne, deux capitales européennes, il y a trois heures de vélo, sans assistance électrique et sans EPO ; moins de temps qu'il n'en fallait, en 1790, pour aller de Paris à Rouen en calèche.

L'Europe est toute petite mais nous la connaissons trop mal : les Européens sont des aventuriers qui ont toujours rêvé de conquérir la Lune mais n'ont jamais pris le temps d'explorer leur nid douillet. Il est temps, pour nous autres Européens, de réécrire notre géographie et de rendre visite à nos voisins. Non plus en avion mais à vélo : Ryanair, EasyJet et Wizz Air ne se contentent pas de polluer l'atmosphère, ils polluent aussi les relations entre les peuples d'Europe, entre les enlisés de l'intérieur et les explorateurs des confins.



**Emmanuel Ruben**

Ancien professeur agrégé, il dirige aujourd'hui la Maison Julien-Gracq. Il est l'auteur, entre autres, d'une suite européenne entamée avec *La Ligne des glaces* (Rivages, 2014) et qui se poursuit aujourd'hui avec *Sur la route du Danube* (id., 2019), un récit de la traversée à vélo du Vieux Continent qu'il a accomplie avec un ami au cours de l'été 2016.

L'Union, comme nous le savons tous, est bourrée de défauts, elle a mis la charrue avant les bœufs, la marchandise avant l'humain, le charbon et l'acier avant le masque et la plume, mais ses deux plus belles réalisations sont le programme Erasmus et l'EuroVelo ; pour relier Bâle à Rotterdam, Érasme en 2019 pourrait enfourcher sa bécane. Je ne me suis jamais senti aussi européen qu'à Pise où la Scuola Normale Superiore m'accueillait comme étudiant Erasmus, en septembre 2002 et à Strasbourg où, après 48 jours et 4 000 km sur les rives du Danube, je franchis enfin la passerelle des Deux-Rives, le 26 septembre 2016. L'EuroVelo n° 6 qui relie l'Europe de l'Atlantique à la mer Noire était le meilleur moyen de parfaire cette éducation européenne commencée dans l'institution napoléonienne de la vieille ville toscane : l'apprentissage de son pays commence par l'arpentage de ses rives et de ses frontières. La piste européenne commence à Saint-Nazaire, estuaire de la Loire et se termine à Sulina ou Vilково, delta du Danube.

Elle est notre Route 66 à nous, Européens qui rêvons de réécrire l'Europe comme Kerouac réécrivit l'Amérique. Trente ans après la chute du mur de Berlin, le Danube, l'ancien *limes* – la frontière fortifiée des Romains –, relie d'est en ouest deux Europe que tout divise. Rappelons tout de même que de l'Atlantique à l'Oural les deux moitiés ont la même taille et que les deux plus grandes villes d'Europe continentale, Istanbul et Moscou, se situent là-bas, de l'autre côté du nouveau rideau de fer ; quant à Londres, la troisième ville d'Europe, elle vient de se faire la belle outre-Manche, après la chronique d'un Brexit annoncé.

Les Américains ont aboli leur *frontier* en faisant triompher la doctrine Monroe et en érigeant leur « mur de la honte » ; en divisant l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ils nous ont imposé, à nous Européens, une nouvelle *frontier*, qu'ils s'entendent avec les Russes pour maintenir comme une zone de turbulences géopolitiques, de Tallinn à Dubrovnik, en passant par le Donbass, la Crimée, la Transnistrie et le Kosovo ; toute idée d'une grande Europe unie se fracasse sur cette ligne des glaces d'où peuvent resurgir, épisodiquement, tous les spectres qui nous hantent : la guerre civile, la purification ethnique, le ghetto et le barbelé. Alors disons-le nous bien, à la veille des élections : l'Europe – l'homme malade de la planète – n'aura pas de troisième chance si elle se suicide de nouveau. Et cessons de compter sur les Américains pour trouver un *happy end* ! ¶

Illustration Stéphane Trapier

3./



LA  
VOIX  
DU  
POÈTE

## A formal complaint

*Where do they keep coming from, these arseholes  
who, when we were young, were the gatekeepers?  
They must have been young then too, the chancers  
who smirk and sidle and spin; the tossers  
who brag and bray and brag; the bullshitters  
who pose and pontificate; the patriots.*

*They do not mean us well, these patriots,  
with their buttock-faced smarm, the pursued arseholes  
of their non-disclosures – perfect for bullshitting.  
Though we demonstrate at the gate, keepers  
of small flames, it is bollocks they toss us  
over the railing, airwaves; taking their chances.*

4./

...

*Sincerity*, Picador, 2018  
© Carol Ann Duffy, 2018

Hubert Pinot-Bourdain

## Une plainte officielle

CAROL ANN DUFFY  
(NÉE EN 1955)

D'où continuent-ils de sortir, ces trous du cul qui, dans notre jeunesse, étaient les gardiens ? Ce devait être leur jeunesse aussi aux profiteurs qui sourient, s'insinuent et girouettent, aux joueurs qui bluffent, et braient, et crânent, aux tchatteurs qui posent et qui pontifient, aux patriotes.

Ils ne nous veulent pas du bien, ces patriotes à la face de lèche-fesses, à l'inébranlable trou du cul de la confidentialité – parfait pour tchatcher. Bien que nous manifestions à la porte, gardiens de petites flammes, c'est de la merde qu'ils nous jouent par-dessus la grille, du vent ; misant pour leur profit.

...

Traduction française inédite  
de LOUIS CHEVAILLIER

### LOUIS CHEVAILLIER

choisit et présente un poème.

Carol Ann Duffy fut la poétesse lauréate de la Grande-Bretagne de 2009 à 2019. Une charge officielle qui ne l'empêcha pas d'invectiver politicards et faux patriotes, sur fond de Brexit. Les insultes scatologiques contrastent ici avec la forme ancienne choisie : une sextine qui permute sur six strophes les mêmes mots en fin de vers. ¶



### LE MOT DE ROBERT SOLÉ

#### [Dépassement]

TOUS LES ANS désormais, deux organismes dédiés à la protection de l'environnement, WWF et Global Footprint Network, calculent « le jour du dépassement » : à savoir la date à partir de laquelle l'humanité a consommé les ressources – nourriture, fibres et matériaux – que la Terre est capable de reconstruire. Cette année, pour la

première fois, le calcul a été fait pour l'Union européenne, et il apparaît que ses 512 millions d'habitants ont épuisé leur capital dès le 10 mai (l'ensemble du monde devant vivre à crédit à compter du 1<sup>er</sup> août). On imagine que cela empêche de dormir responsables politiques et commentateurs, car tout le monde, de l'extrême gauche à l'extrême droite, est devenu furieusement écologiste en très peu de temps. Il faut entendre avec quelle gravité, quelle émotion, quels tremolos, ceux qui se fichaient éperdument de l'avenir de la planète

jusqu'à hier parlent maintenant du réchauffement climatique !

Le 10 mai dernier a donc marqué en quelque sorte la fin du monde. Mais on devrait s'inquiéter aussi d'un autre dépassement : celui où les critiques portées contre l'Union européenne ont franchi tous les seuils de l'honnêteté et du bon sens. Ce monstre bureaucratique qui affame les pauvres, nous entraîne de dévaluation en dévaluation, a tué la démocratie, en attendant de déclencher des guerres sur le continent... De quoi illustrer la célèbre formule attribuée selon les

jours à Alphonse Allais, Alfred Jarry ou Pierre Dac : « Quand on passe les bornes, il n'y a plus de limites. » Pour l'Union européenne, affublée de tous les maux, le dépassement de la démagogie et du mensonge est atteint chaque année dès le 1<sup>er</sup> janvier. ¶

« Il faut, dans nos temps modernes, avoir l'esprit européen. »

Germaine de Staël  
ÉCRIVAINNE (1766-1817)





# REPÈRES

## QUELQUES FIGURES PIONNIÈRES

Julien Revenu

1941 : LE RÉSISTANT ITALIEN ALTIERO SPINELLI RÉDIGE UN PLAIDOYER POUR UNE EUROPE FÉDÉRALE

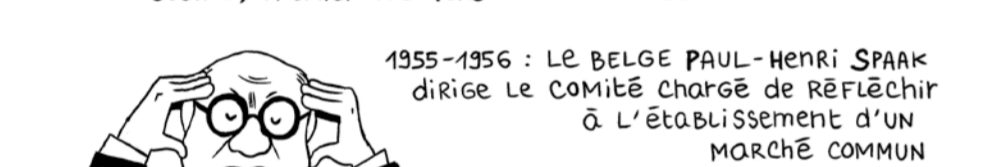


1951 : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN ALCIIDE DE GASPERI DÉFEND L'IDÉE D'UNE ARMÉE EUROPÉENNE COMMUNE



1952 : LE NÉERLANDAIS JOHAN WILLEM BEYEN PROPOSE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE UNION DOUANIÈRE ET D'UN MARCHÉ COMMUN

1955 : LE LUXEMBOURGEOIS JOSEPH BECH PRÉSIDE LA CONFÉRENCE DE MESSINE, PREMIER PAS VERS LE TRAITÉ DE ROME



1955-1956 : LE BELGE PAUL-HENRI SPAAK DIRIGE LE COMITÉ CHARGÉ DE RÉFLÉCHIR À L'ÉTABLISSEMENT D'UN MARCHÉ COMMUN



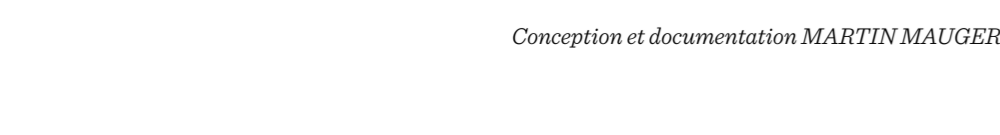
1963 : EN SCellant LA RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE, ADENAUER ET DE GAULLE OUVRENT LA VOIE À D'AVANTAGE D'INTÉGRATION



1968 : LE NÉERLANDAIS SICO MANSHOLT PRÉSENTE UNE GRANDE RÉFORME DE LA PAC POUR RENDRE L'EUROPE AUTOSUFFISANTE



1979-1982 : Simone Veil PRÉSIDE LE 1ER PARLEMENT EUROPÉEN ÉLU AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT



1983 : À LA MORT DE LOUISE WEISS, SA DOYENNE, LE SIÈGE DU PARLEMENT EST REBAPTISÉ DE SON NOM

1985 : MELINA MERCOURI, MINISTRE DE LA CULTURE GRECQUE, INITIE LE PROJET DES CAPITALES EUROPÉENNES DE LA CULTURE



1986 : Jacques Delors, à la tête de la Commission, relance la construction européenne avec l'Acte unique



Conception et documentation MARTIN MAUGER

# « L'HEURE N'EST PLUS AUX BUREAUCRATES ! »

## ENTRETIEN AVEC ENRICO LETTA

**HOMME POLITIQUE**  
Aujourd'hui doyen de la Paris School of International Affairs (École des affaires internationales de Sciences Po), l'ancien président du Conseil italien (2013-2014) est un Européen convaincu. Il a cofondé en 2003 le think tank EuropaNova avec Guillaume Klossa et préside depuis 2016 l'Institut Jacques-Delors.

En 2017, vous avez publié un ouvrage au titre évocateur et provocateur : *Faire l'Europe dans un monde de brutes* (rééd. Pluriel, 2019). La tâche n'est-elle pas encore plus difficile à présent ?

Si, car les fossés à l'intérieur de l'Europe se sont creusés, et les brutes sont encore plus brutales que je l'imaginai. On pensait de Trump qu'il tiendrait six mois et le voilà en position d'être réélu. Son influence sur la politique intérieure européenne est incroyable. Il est le promoteur d'une tendance nationaliste qui est devenue Italie first, Pays-Bas first, France first. Il a dédouané – au sens de légitimer –, des propos et des idées qui étaient considérés comme absurdes. Il est devenu une référence politique dans de grands pays européens, dont la France et l'Italie. Si Trump reste, la politique occidentale va radicalement changer, l'écart entre l'Europe et les États-Unis va se renforcer. L'Europe se tournera vers la Chine et l'Asie, j'en suis convaincu.

Trump, mais aussi Poutine, Xi, Erdogan. Quelles sont les conséquences de cette omniprésence des « brutes » ? Leur pouvoir devient un critère important pour notre façon de choisir les responsables européens. Nous devons cesser de faire ces choix en regardant seulement notre nombril.

Que voulez-vous dire ? Entre juillet et octobre, l'Europe va devoir choisir les cinq visages qui doivent la représenter à la tête de ses principales institutions, comme le Parlement ou la Commission. Je suis opposé à ces choix *a minima* où on s'arrange toujours entre nous pour placer des gens qui ne dérangent pas les chancelleries. Ce serait mortel de poursuivre ainsi. Je m'oppose au principe du *Spitzenkandidat*, selon lequel le groupe arrivé en tête aux élections choisit la tête de l'exécutif européen. Ce monde de brutes qui nous entoure oblige à recourir à la méthode Draghi : celui-ci n'a pas été nommé à la tête de la BCE (Banque centrale européenne), parce qu'il était italien, mais parce que c'était le bon candidat pour le poste. Il faut choisir les bonnes personnes, celles qui sont capables de

traiter avec les brutes et de leur résister. On va devoir parler avec la Chine de Xi, qui n'est pas celle d'il y a cinq ans, avec la Russie de Poutine, l'Amérique de Trump. Par exemple, pour la fonction de président du Conseil européen, je ne vois qu'une personnalité capable de parler sur un pied d'égalité avec Trump et de lui faire peur : Angela Merkel. La même méthode doit être appliquée pour la Commission, pour la Banque centrale. Il faut en finir avec cette absurde composition bruxelloise qui met en avant des personnalités faibles. L'heure n'est plus aux bureaucrates. Nous devons faire émerger des personnalités fortes. Nous devons aussi tenir compte du changement de boussole de l'Europe.

À quel changement pensez-vous ? L'Europe a aujourd'hui le monde pour référence. Les conséquences de ce constat ne portent pas seulement sur le choix des personnalités, mais aussi sur celui des politiques à suivre : dans la prochaine Commission, il faudrait que la politique industrielle et de compétitivité soit au même niveau que la politique de la concurrence pour favoriser la naissance de champions européens. L'échec du rapprochement Alstom-Siemens démontre le manque de complémentarité entre les objectifs industriels et les règles de la concurrence. Airbus est le modèle. Mais on n'est pas compétitifs à l'échelle du monde, qu'il s'agisse des télécoms, du mobile, des hautes technologies, car on a fait 28 marchés au lieu d'en construire un seul mais puissant. On doit passer des fleuves aux océans, avoir une Europe qui regarde le monde entier.

Vous parlez parfois de « débruxelliser » l'Europe. Qu'entendez-vous par là ? Il existe une bulle bruxelloise. Voyez la décision du Conseil européen d'accepter la participation des Britanniques aux prochaines élections. Quoi de plus absurde ! Dans un dossier du Brexit où l'Europe a fait un sans-faute grâce au travail de Michel Barnier, le Conseil crée les conditions pour que les Britanniques votent à nouveau et puissent changer les équilibres du Parlement européen, en donnant la possibilité à Nigel Farage d'entrer en force. En vingt-quatre heures, la bulle bruxelloise a décidé cela sans se poser la question des valeurs, mais en s'attachant à des questions techniques de règlement. C'est un manque de respect envers le Parlement.

Qu'en concluez-vous ? J'avais été frappé par ces chiffres de la présidentielle américaine : à Washington, Clinton avait obtenu 93 % des voix, Trump 7 %. Cela illustrait le décalage complet de la capitale par rapport au pays. C'est le risque que court Bruxelles. Comme fidèle de Jacques Delors, j'ai toujours partagé sa vision : l'Europe comme une fédération d'États-nations. Je ne pense pas que l'Europe puisse effacer les États. Elle peut devenir un super-État. Cela nécessite le

**La question migratoire vient pour moi en premier. C'est ma préoccupation majeure**

*multicapitalisme* – en termes de capitales, pas de système économique ! Je suis un défenseur de Strasbourg, de Luxembourg, de Francfort. Que tous les sommets se tiennent à Bruxelles n'est pas une bonne idée. Souvenez-vous, l'Acte unique a été signé à Luxembourg. Il y a eu Maastricht, Lisbonne, Amsterdam, Nice, Rome. L'Europe, ce sont des capitales européennes. Nous avons des histoires nationales qui l'il faut connaître et respecter, sous peine de voir surgir des Le Pen et des Salvini.

Quelle est selon vous la plus grande menace pour l'Europe ? La question migratoire vient pour moi en premier. Elle a totalement changé le panorama politique européen des cinq dernières années. Le Brexit a pour cause la crise migratoire. La mauvaise gestion de cette crise a accentué la fracture Est-Ouest. Elle a poussé l'Autriche dans les bras de la droite dure. Elle a aussi fait basculer l'Italie. Sans la crise migratoire, enfin, la percée de Marine Le Pen serait moindre. C'est ma préoccupation majeure.

Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? Nous avons connu deux grandes crises depuis dix ans, la crise financière et la crise migratoire. On a tiré les leçons de la première, en termes de comportements, de règles, et de personnes chargées des dossiers : un désastre sous Barroso, une vraie amélioration avec Juncker et Moscovici, grâce, en particulier, à la création du Fonds de sauvetage des États. Une crise comparable à celle de 2008 ne pourrait pas se reproduire en Europe. Je n'en dirais pas autant d'une crise migratoire comparable à celle qui a éclaté en 2015 du fait de la guerre en Syrie. L'Europe aurait-elle de nouveaux outils adaptés ? Non. L'instabilité en Méditerranée, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient a pourtant un impact énorme sur nos sociétés.

En quoi ? On a créé une guerre permanente entre *ultimi* et *penultimi*, comme on dit en Italie, entre les marginaux et les plus marginaux encore, les migrants que l'on presse dans les banlieues où les gens vivent déjà difficilement. C'est le vrai grand sujet, mais il ne touche pas les couches aisées de la population. Je comprends la peur des gens. Cette question me préoccupe. On n'a pas fait évoluer nos règles.

Que faudrait-il faire ? À 27 ou 28, aucune réforme interne importante ne peut être menée quand un veto peut tout bloquer. C'est impossible. Face à cette urgence, il faut appliquer la méthode employée face à la crise financière : sortir des traités et inventer d'autres traités. Schengen fut d'abord décidé hors des traités avant d'y être intégré. Pareil pour le Fonds de sauvetage des États en 2011-2012.

Comment l'Europe peut-elle protéger ses citoyens les plus faibles ? D'abord en traitant la crise migratoire. L'éducation est ensuite le grand défi. Avec l'Institut Jacques-Delors, on a proposé de faire de l'Europe un moteur pour la partie en marge de nos sociétés : créer un Erasmus de trois mois pour les jeunes de 16 ans, un programme obligatoire pour tous, en particulier pour les jeunes dont les parents n'ont pas les moyens de payer des séjours à l'étranger. On touche ici à l'inégalité la plus profonde. La grande force de nos sociétés a longtemps été de permettre une convergence sociale. Les jeunes issus de familles pauvres ou modestes, car ils vont étudier à l'étranger, suivent des parcours élitistes.

Comment remédier à la désaffection actuelle et faire aimer l'Europe ? En regardant le futur. Ou bien on est ensemble, ou bien chacun de nos pays fait le choix de devenir une colonie américaine ou une colonie chinoise. Prenons deux sujets du futur, l'environnement et la technologie. Sur le premier, seule une Europe unie aura le leadership pour obliger ces deux puissances à accepter d'appliquer les accords de Paris. Quant aux technologies, nos mobiles sont tous coréens, chinois ou américains. L'Europe n'est plus là. Mais le mobile n'est pas un lave-vaisselle. C'est d'une certaine façon le dépositaire de notre identité, une sorte de deuxième nous-mêmes : nous y stockons tout ce que nous sommes. Si quelqu'un entre dans notre mobile, en exploite les données, il entre dans notre personne comme jamais dans l'histoire de l'humanité. C'est le pétrole du futur. Soit nous avons la force d'imposer des règles, soit ces technologies nous échappent, et nous devons accepter une philosophie, américaine ou chinoise, toute différente de la nôtre. Je trouve ces perspectives intolérables. Dans l'esprit des Européens, les droits de la personne devraient être sanctuarisés : mon identité à travers mon mobile est inviolable, comme ma personne. On a une mission dans le monde. Seule l'Europe unie peut éviter qu'on se retrouve dépossédés de notre philosophie.

Quelle chance ces élections du 26 mai offrent-elles à l'Europe ? À l'étranger on me demande : est-ce vrai que les populistes vont prendre le pouvoir en Europe ? Non, ça ne va pas se passer comme ça. La majorité sera gagnée par les quatre partis pro-européens : les socialistes, le PPE, avec en plus les libéraux et les verts. Je suis convaincu que cela va ouvrir une fenêtre avec une élection européenne plus européenne que d'habitude, moins marquée par les enjeux internes aux États. ¶

Propos recueillis par ÉRIC FOTTORINO

Dans le cadre de l'École des affaires internationales de Sciences Po, Olivier Duhamel et Enrico Letta organisent une soirée connectée entre l'IEP de Paris et ses universités partenaires à Berlin, Milan, Prague et Stockholm, pour commenter et analyser en direct les résultats des élections européennes.



Mosaïque de la façade sud du musée Fernand Léger (1960) après sa restauration de 2015 © RMN-Grand Palais (musée Fernand Léger) / Adrien Didierjean



# FAIRE DE L'UNION UN ÉTAT

DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE, les gouvernements sociaux-démocrates ou conservateurs ont ostensiblement professé un credo européen. Pourtant, au moment même où le besoin en devient criant, les Européens n'ont pas de politique sociale et économique commune, pas de budget, pas non plus de politique étrangère, sans parler d'avoir une armée. Bref, les Européens ne disposent pas d'un État. Du fait de la diversité linguistique comme de la taille de l'Union, cet État ne pourrait être qu'une fédération décentralisée

colonial, la Françafrique. Cette préférence pour les chimères néo-impériales a empêché les élites françaises de se projeter dans un avenir européen. Pourtant, entre l'Europe et la Françafrique, il va un jour falloir choisir. L'historien sénégalais Cheikh Anta Diop l'avait perçu dès 1954 : l'Europe, écrivait-il, « se fera sans retard et sur des bases réellement démocratiques le jour où elle sera persuadée de la perte définitive de l'Afrique ; alors une fédération européenne apparaîtra comme l'unique solution à tous ceux qui, jusqu'alors,

se demandent ce que deviendrait leur pays sans ses colonies ». Mesurée à cette aune La République en marche ne se distingue pas fondamentalement du Rassemblement national ou de la France insoumise. Aucun de ces partis n'envisage sérieusement de former avec leurs voisins un État européen. Désormais, des gouvernements autoritaires et chauvins dirigent de nombreux pays : Chine,

États-Unis, Brésil, Turquie... La crise de la globalisation, loin d'affaiblir l'État, le renforce souvent de manière dangereuse pour les libertés publiques. Les individus désespérés – de tous niveaux sociaux – se tournent vers la seule forme d'organisation connue : les États-nations. L'Union européenne, faute de cohésion politique et culturelle, aura du mal à résister. Cette situation rappelle celle de la Suisse dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : une confédération d'États qui se considérait encore comme souverains. Souveraineté illusoire. La Suisse n'a trouvé sa survie que dans la constitution d'un État fédéral et d'une nation multilingue. *Mutatis mutandis*, le clivage qui détermine l'avenir des Européens est entre fédéralistes et confédéralistes. ¶

## MATTHIEU CALAME

AGRONOME  
Directeur de la fondation Charles-Léopold-Mayer pour le progrès de l'homme, ce Franco-Suisse, auteur de plusieurs ouvrages sur les questions agricoles et alimentaires, vient de publier *La France contre l'Europe : histoire d'un malentendu* (Les Petits Matins, 2019).

## POUR ALLER PLUS LOIN

**TRUMP, POUTINE, ORBÁN, SALVINI, LE BREXIT... UNE CHANCE POUR L'EUROPE !**  
Guillaume Duval  
Les Petits Matins, 2019  
Pour l'éditorialiste d'*Alternatives économiques*, l'UE peut tirer profit de l'hostilité qu'elle suscite pour se redéfinir en privilégiant la solidarité et l'écologie.

**LE PAYS DES EUROPÉENS**  
Sylvain Kahn & Jacques Lévy  
Odile Jacob, 2019  
Un historien et un géographe déconstruisent les principaux clichés sur l'Union européenne avec leurs outils et ceux de la philosophie politique, de la statistique et de l'urbanisme. Décapant et inventif.

**JEUNES ARTISTES EN EUROPE : LES MÉTAMORPHOSES**  
Fondation Cartier  
Actes Sud, 2019  
jusqu'au 16 juin  
Construite autour d'une vingtaine de voix émergentes, cette exposition permet de mieux cerner la vitalité créatrice et les échanges qui animent en Europe la scène artistique contemporaine.

**NOUS, L'EUROPE, BANQUET DES PEUPLES**  
Laurent Gaudé  
Actes Sud, 2019  
En revisitant l'histoire et l'actualité la plus brûlante, cette épopée en vers libres sonne comme un vibrant appel à renouer avec les valeurs humanistes au fondement de l'utopie européenne.

**GRAND BIEN VOUS FASSE !**  
du lundi au vendredi à 22 h 30 sur le canal 27 présenté par Emilie Tran Nguyen et Éric Fottorino  
retrouvez Julien BISSON tous les mercredis  
franceinfo





# PLUSIEURS REGARDS



## POLOGNE

### La revanche du plombier

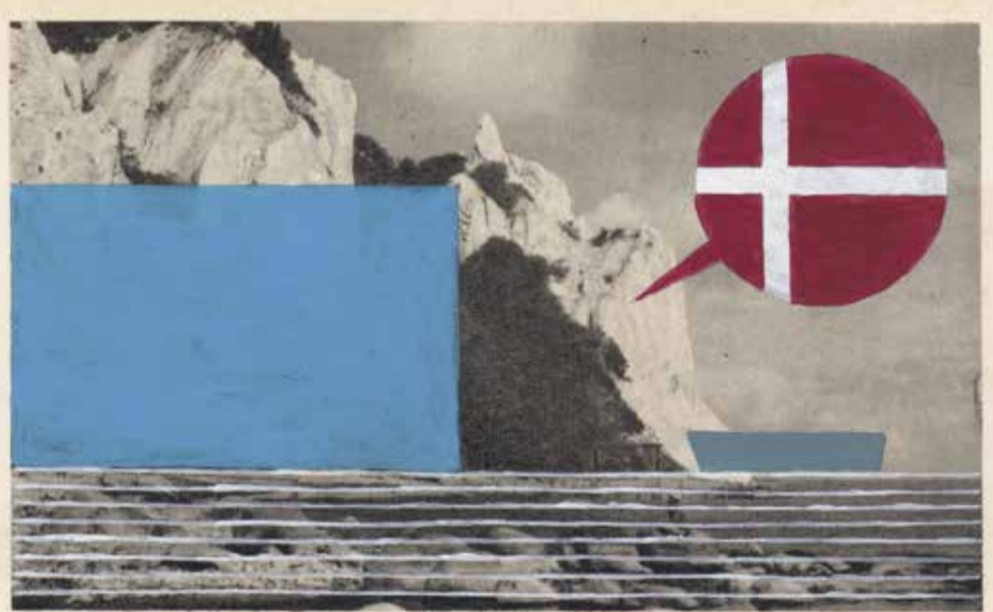
JAN SOWA

**SOCIOLOGUE**  
Professeur à l'Académie des beaux-arts de Varsovie, il est l'auteur de *Finon. Via cielo królà* (Comme nation du roi, non traduit en français), un essai qui, en s'attaquant à plusieurs grands mythes nationaux polonais, a fait polémique lors de sa parution en 2012. Il a récemment contribué à l'ouvrage collectif *Hourras et désarrois : scène d'une guerre culturelle en Pologne* (sous la direction d'Agnieszka Żuk, Éditions Noir sur Blanc, 2019).

retraites que les Polonais, alors que le PIB, en Pologne, est en hausse depuis vingt-cinq ans et que la Grèce subit depuis dix ans les conséquences d'un effondrement économique. À cela s'ajoutent des disparités symboliques : le capital culturel, réparti de façon très inégale, est majoritairement détenu par les élites des grandes villes. L'absence de modernisation socioculturelle est un autre problème important. Au moment où j'écris ce texte, la nouvelle de l'interpellation d'une militante LGBT accusée d'avoir profané la Vierge en aréolant son image d'un arc-en-ciel fait le tour du monde. Accusation absurde d'autant plus que l'arc-en-ciel est, dans le Livre de la Genèse, le signe de l'alliance de Dieu avec les êtres vivants, mais passions. Ce qui est plus problématique, c'est que ce n'est pas le PIS qui est à l'origine de la loi faisant encourir deux ans de prison pour « offense aux sentiments religieux », elle existe en Pologne depuis longtemps. Aucun gouvernement « progressiste », comme celui de la Plateforme civique de Donald Tusk, n'a fait abroger ce vestige d'un autre âge, ce qui témoigne on ne peut mieux du conservatisme de ceux qui se considèrent comme les défenseurs des valeurs libérales et européennes. Au lieu de combattre l'hégémonie de l'Église, les supposés socialistes ont préféré casser la gauche en martelant que « le socialisme conduisait au Goulag » et en expurgant le débat public de tout langage progressiste ou critique.

LORSQU'EN 1989 le rideau de fer est tombé. « Le retour à l'Europe », au départ simple slogan, est devenu une des idées phares de la vie publique en Pologne. Faire partie des institutions européennes était alors considéré comme l'objectif principal de la politique étrangère polonaise, c'était la confirmation de notre appartenance au cœur de la culture européenne. L'adhésion à l'UE en 2004, soutenue par la grande majorité des Polonais, a constitué l'aboutissement de ces aspirations. Quinze ans plus tard, la Pologne passe pour un fauteur de troubles au sein de l'UE et la politique anti-européenne menée par le parti Droit et Justice (PiS) fait spéculer sur un éventuel Poléist. Comment en est-on arrivé là ? C'est la conséquence de la politique menée par les élites polonaises depuis le changement de régime survenu en 1989. Le passage à l'économie de marché en Pologne est considéré comme une parfaite réussite. Il a cependant engendré des réformes radicalement néolibérales, et l'obtention d'indicateurs macroéconomiques exemplaires – croissance du PIB, faible inflation et dette publique limitée – s'est faite au prix de grandes injustices sociales. La répartition des richesses en Pologne est aujourd'hui la plus inégale de toute l'Union européenne et rappelle la situation des États-Unis ou de l'Amérique latine : les 10 % les plus aisés captent 40 % des revenus (contre 23 % en 1989). Pour Varsovie et ses environs, l'indice de Gini (un indicateur mesurant les inégalités de salaires, qui varie de 0 à 1) est d'environ 0,6 – il est donc plus élevé qu'en Colombie ou au Brésil – et le salaire médian en Pologne est d'environ 600 euros. Les Grecs ont de meilleures

Traduit du polonais par AGNIESZKA ŻUK



La côte au Danemark

## SCANDINAVIE

### UN SENTIMENT DE SUPÉRIORITÉ MORALE

CARSTEN JENSEN

**ÉCRIVAIN**  
Ancien journaliste, cette grande voix de la littérature danoise contemporaine est l'auteur de nombreux récits de voyage et de plusieurs romans, dont *Nous, les noyés* (écrit. 10-18, 2012), *Le Dernier Voyage* (Buchet-Chastel, 2014) et *La Première Pierre* (Pélibus, 2017) disponibles en français.

le dit. Bernie Sanders le dit. Et lorsqu'ils prononcent le nom du Danemark, cela semble comme une déclaration d'amour. À y regarder de plus près, qu'en est-il vraiment ? Les trois États-providence scandinaves, la Norvège, la Suède et le Danemark, combinent une série de données historiques uniques. Un mouvement ouvrier fort, une paysannerie jamais tentée par les solutions autoritaires, une classe intellectuelle partisane déclarée de la démocratie. Mais la géographie joue également un rôle important. La Scandinavie est à la périphérie de l'Europe. Nous n'avons jamais été un champ de bataille lors des guerres mondiales. Nous n'avons même pas pris part à la première. Pendant la seconde, le Danemark et la Norvège ont été envahis par l'Allemagne mais ne globalement sortis indemnes d'une guerre qui a ravagé très durement le reste de l'Europe. Pas de ruines, ni de famine, ni d'exode des populations. Rescapés de l'histoire, nous avons écrit l'État-providence. Conscient de notre situation périphérique et de notre taille modeste, nous n'avons pas gaspillé nos ressources en armements militaires. Nous nous sommes réarmés autrement, nous sommes devenus des super-puissances morales.

Des populations réduites, ethniquement homogènes, rendent hâteusement visible toute différence sociale et consolident l'idée égalitaire. Le génie éthique protestant plaçait le travail au-dessus de toute autre vertu, une fortune trop manifeste est par avance suspecte. Enfin, un sentiment de supériorité morale entraîne le rejet de toute influence étrangère perçue comme corrompue et indigne. La personnalité scandinave est marquée par un paradoxe : modeste, sans charme, presque anonyme dans son apparence, le Scandinave est en même temps victime de la folie des grandeurs. La Norvège n'est pas membre de l'Union européenne, mais c'est une planète en soi. La Suède ne fait pas partie de l'OTAN, mais pointe ses armes dans toutes les directions, libre de toute alliance, autoévidente. Si le Danemark est membre à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN, il l'est à sa manière : rebelle, plein d'une réserve exaspérée envers l'Union européenne, de la politique de défense à l'euro en passant par la coopération policière transfrontalière, ce membre récalcitrant ne voit Bruxelles que comme l'incarnation d'une bureaucratie monstrueuse et inhumaine. Les temps ont changé. Aujourd'hui, face à la mondialisation et au néolibéralisme,

les États-providence scandinaves se battent pour leur survie. Des décennies de privatisation d'importants services publics les ont depuis longtemps affaiblis. Un gouvernement dirigé par les sociaux-démocrates a même annoncé la mort de l'État-providence et le passage à un État-concurrence dont la mission n'est plus désormais de contrôler et de réguler le marché, mais de le servir de manière volontaire. Dans les trois pays scandinaves, le populisme de droite est puissant. En Norvège, le soi-disant Parti du progrès participe au gouvernement depuis sept ans, au prix, certes, d'un recul de sa base électorale. En Suède, les Démocrates de Suède sont boycottés par les autres formations politiques, mais le prix est lourd pour les partis de la droite et du centre qui auraient pu gagner les élections législatives en s'alliant avec l'extrême droite, et se voient aujourd'hui marginalisés. Ce n'est probablement qu'une question de temps avant qu'ils n'empruntent le même chemin que leurs homologues danois, et tendent la main aux extrémistes. Le Danemark est à l'avant-garde dans ce contexte européen. Le Parti populaire danois, dont la seule constante du programme est une violente opposition aux étrangers, fêtera bientôt ses 25 ans

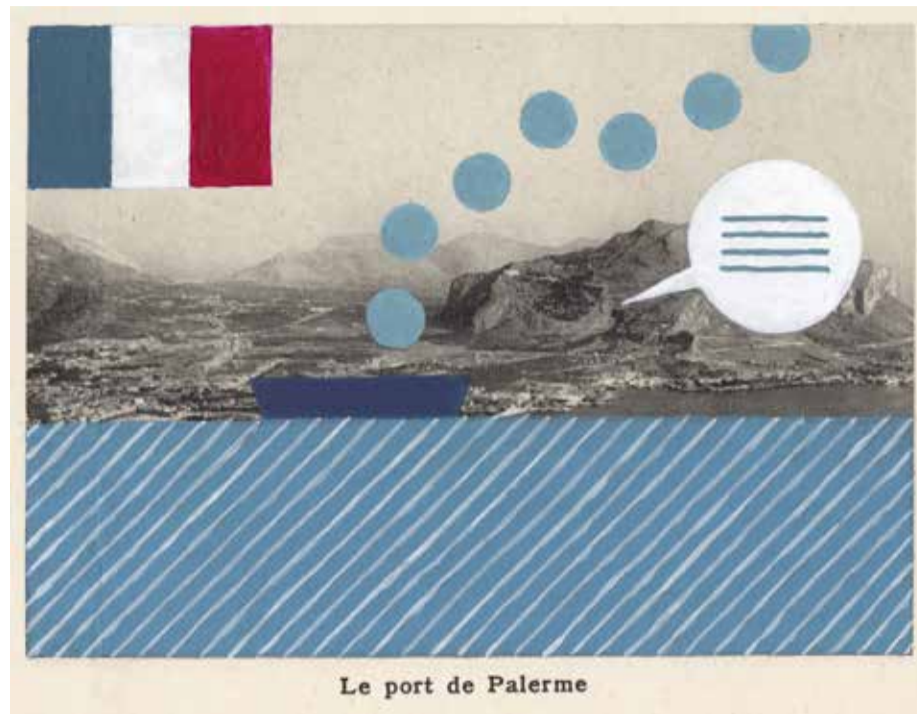
et aura, pendant l'essentiel de ses années d'existence, exercé une influence décisive sur la politique danoise et tant qu'elle des différents gouvernements du royaume. L'intelligence tactique de ce parti a été de ne jamais prendre part aux gouvernements qu'il a soutenus, jouant *a contrario* un rôle très subtil d'outsider radical jamais compromis, jouissant de toute son influence sans jamais prendre ses responsabilités. Dans une Europe où les partis socialistes sont en crise, quand ils n'ont pas complètement disparu, la social-démocratie danoise est toujours debout, mais elle ne le doit qu'à une alliance opportuniste avec l'extrême droite. Pour le monde qui voit la Scandinavie comme un modèle, il n'y a que de mauvaises nouvelles. Le temps de l'État-providence est derrière nous. Le Danemark, la Norvège et la Suède s'inscrivent de plus en plus dans le courant populiste dominant. ¶

Traduit du danois par NILS AHL



Un alpage à haute altitude

JOCHEN GERNER  
**DESSINATEUR**  
Compagnon de route du J depuis ses débuts, Jochen Gerner en signe presque chaque semaine la rubrique « Repères ». Pour illustrer ce numéro anniversaire, il a choisi de suivre ce précepte de Walter Benjamin : « faire explorer le passé dans le présent », en retravaillant des photographies tirées d'un atlas de la fin des années 1940, moment où s'ébauche la construction européenne. Couvrir ces clichés de signes et de pictogrammes colorés lui permet ainsi de faire ressortir certaines spécificités actuelles des territoires représentés et de leur inscription dans l'espace européen. Diplômé de l'École nationale supérieure d'art de Nancy, membre de l'ObRaPu (Ouvroir de bande dessinée potentielle), il est l'auteur de près de trente livres et collabore à de nombreux journaux (*Libération*, *Le Monde*, *Télérama*, *Die Zeit*, *The New York Times*). Sa carrière a été récompensée par de nombreux prix. Lauréat en 2008 et 2009 du Concours des plus beaux livres français avec les ouvrages *Contre la bande dessinée*, puis *Grande vitesse*, tous deux parus chez L'Association, il s'est aussi vu décerner le prix du salon du dessin contemporain Drawing Now Paris en 2016. Il est représenté par la galerie parisienne Anne Barnault et on pourra découvrir ses œuvres à la BNU de Strasbourg, dans le cadre de l'exposition collective « Hors du monde : la carte et l'imaginaire », visible jusqu'au 20 octobre, ainsi qu'au Mucem (« Le temps de l'ie », du 17 juillet au 11 novembre), et au CAPC de Bordeaux (« Histoire de l'art cherche personnage... », du 20 juin 2019 au 2 février 2020). Parmi ses publications récentes : *RG* (avec Emmanuel Rabu, L'Association, 2016), *Le Minimalisme* (avec Christian Rosset, Le Lombard, 2016) ou *Stockholm* (« Portraits de villes », éditions be-pôles, 2018), qui a reçu le prix du livre d'art Grand Est 2019. [www.jochengerner.com](http://www.jochengerner.com)



Le port de Palerme

## ITALIE

### « LA LOI SALVINI ENCOURAGE LA CRIMINALITÉ »



**ENTRETIEN AVEC LEOLUCA ORLANDO**

**HOMME POLITIQUE**  
Membre du Parti démocrate, cet ancien député européen est maire de Palerme, en Sicile, depuis des décennies. Après avoir lutté quarante ans contre l'emprise de la mafia, il est aujourd'hui en première ligne pour l'accueil des migrants et la résistance au nouveau gouvernement italien. Son combat pour les droits de l'homme lui a valu plusieurs prix internationaux.

encourage la criminalité ! Si une femme refuse de se prostituer, par exemple, n'importe qui peut la dénoncer comme étrangère, et elle sera renvoyée au Nigeria ou ailleurs. Vu l'histoire de notre pays, il est inacceptable d'avoir des lois inhumaines.

L'Union européenne vous avait-elle davantage soutenu lorsque vous luttiez contre la mafia ? Oui, quand j'étais au Parlement européen (de 1994 à 1999). L'Europe a beaucoup aidé contre la mafia. Aujourd'hui, elle n'agit pas assez contre les criminels qui se font de l'argent sur le dos des migrants. J'espère qu'un jour elle sera aussi combative contre les trafiquants d'êtres humains qu'elle l'a été contre la mafia. Par exemple, l'Europe dit qu'elle accorde l'asile aux gens venant de Syrie, mais ne leur donne pas la possibilité de venir légalement.

À qui ressemble le combat pour les droits des migrants dans l'Italie de Matteo Salvini ? Pendant des semaines, j'ai été le seul maire d'Italie à refuser d'appliquer la loi Salvini. Je pense que cette loi ne respecte pas notre Constitution : on ne peut pas décréter du jour au lendemain qu'un être humain qui se trouvait légalement à Palerme est devenu clandestin. J'ai donc accordé plus de deux cents résidences officielles à des migrants. L'un d'eux a déclaré dans un journal : « Je remercie le maire, grâce à lui je peux enfin payer des impôts, travailler légalement et louer un logement décent. » Car cette loi Salvini

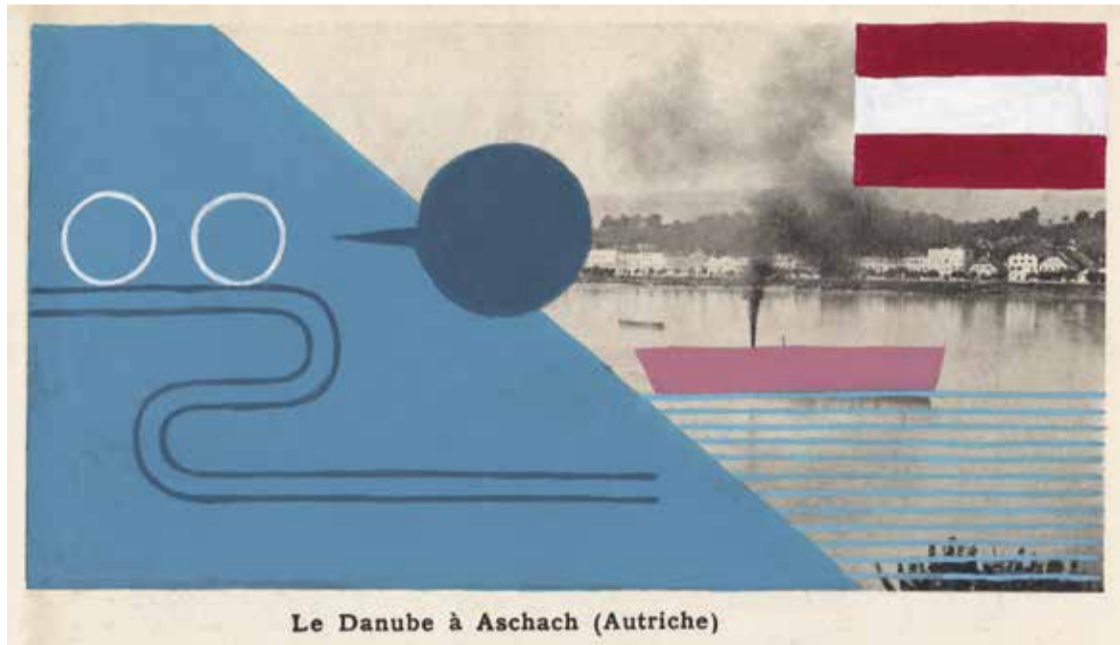
autres pays ! Il y a seulement dix ans, des politiciens incroyables comme Adenauer et Schuman ont fait passer l'idée qu'on pouvait être unis au-delà des États. Il faut que cette idée continue à progresser. Comme Martin Luther King, j'ai un rêve, c'est que nous devenions vraiment une communauté.

fin à ce concept de frontière. Ça n'a plus de sens de parler les gens selon des groupes, alors qu'il n'y a qu'une seule humanité. J'espère que, dans le futur, l'Europe ne sera pas seulement l'Europe des banques, mais aussi celle des droits humains.

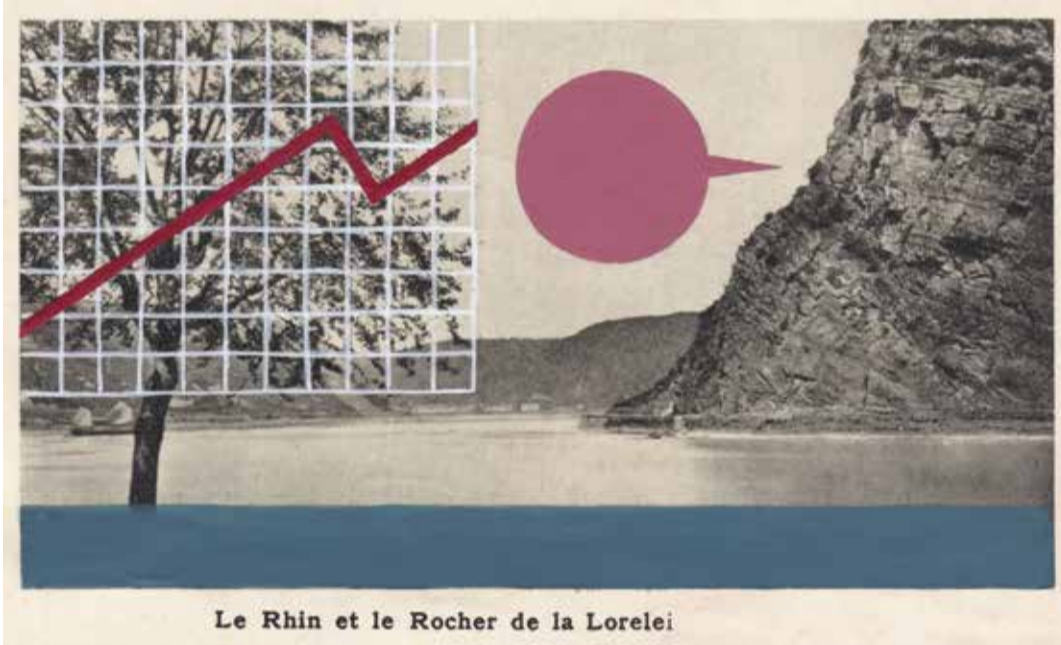
En quoi l'Europe peut-elle contenir la montée des populismes ? Nous avons actuellement en Italie un gouvernement dont le ministre de l'Intérieur ressemble à un jeune Mussolini. Mais je suis confiant : il ne deviendra jamais adulte. Pourquoi ? Parce qu'on a les Italiens, parce qu'on a le pape, mais aussi parce qu'on a l'Europe. Le jeune Mussolini ou le jeune Hitler n'avaient pas d'Europe face à eux. En Europe, personne n'est majoritaire : ni les Allemands, ni les juifs, ni les musulmans, ni les Français, ni les Italiens... C'est une union de minorités. Je suis convaincu que ce sont les droits de l'homme qui vont déterminer l'avenir de l'Europe. Pour la fête de l'Europe, le 9 mai, j'ai eu le plaisir de recevoir le ministre des Affaires étrangères allemand. Ça a beaucoup de sens qu'il ait décidé de passer cette journée à Palerme. Il y a quarante ans, la ville était connue comme la capitale de la mafia. Aujourd'hui nous l'avons déclarée

« capitale des cultures » et des droits de l'homme : elle accueille les migrants à bras ouverts et c'est officiellement la ville la plus sûre d'Italie, en plus d'être l'une des plus touristiques. Auparavant nous répandions le terrible virus de la mafia, aujourd'hui nous devons propager celui du respect des droits de l'homme. ¶

Propos recueillis par HÉLÈNE SEINGIER



Le Danube à Aschach (Autriche)



Le Rhin et le Rocher de la Lorelei

## ESPAGNE

### Pour une Europe intelligible

DANIEL INNERARITY

**PHILOSOPHE**  
Chercheur à l'université du Pays basque de Leiza et professeur invité à la London School of Economics, ce spécialiste de philosophie politique et sociale est l'auteur de nombreux essais, dont *La Démocratie sans l'État : essai sur le gouvernement des sociétés complexes* (Flammarion, 2006) et *Démocratie et société de la connaissance* (PUG, 2015).

ON PARLE SOUVENT de déficit démocratique, mais pour moi, le vrai problème de l'Europe est un déficit cognitif, c'est-à-dire un manque de compréhension vis-à-vis de ce que représentent l'Union européenne. Nous refusons de comprendre que l'Europe est l'une des plus importantes innovations politiques de notre histoire récente, un véritable laboratoire qui nous permet de tester une nouvelle définition des notions

d'identité, de pouvoir ou de citoyenneté dans le contexte de la mondialisation. La crise qui est à l'origine de l'échec constitutionnel, de la gestion malheureuse de la crise de l'euro ou de la désaffection générale par rapport à toute forme d'avancée de l'intégration est due essentiellement à une compréhension insuffisante de ce que nous sommes et de ce que nous sommes en train de réaliser ; elle reflète l'absence d'une bonne base théorique sur l'Europe. Le déficit que j'évoque ne correspond pas à un manque de communication dont la solution résiderait dans un meilleur marketing. Il renvoie à un manque de compréhension et de conviction (chez nos citoyens et nos gouvernants) à l'égard de l'originalité, de la subtilité, de la signification et de la complexité de la construction européenne. Dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons pas avancer sur la nécessaire question

de l'intégration avec le soutien de populations pour qui la construction européenne s'avère intelligible, ces mêmes populations que l'on a bombardées de discours protectionnistes pendant des années et à qui l'on impose aujourd'hui l'image d'une Europe faisant régner la discipline pour le compte des marchés, sans rappeler dans le même temps les responsabilités que nous partageons et les avantages mutuels dont nous tirons profit. La crise de légitimité actuelle doit être perçue comme le résultat d'un contraste entre de nouvelles pratiques et de vieilles idées, un contraste qui obscurcit la compréhension des citoyens sur ce que l'on peut attendre de l'UE, sur le type de légitimité et les limites d'une action gouvernementale concertée. C'est sur ce terrain que sont nés le populisme et la désillusion. Pour le bon fonctionnement d'une démocratie, il est

essentiel que les questions politiques et les enjeux soient intelligibles à tous en toutes circonstances. Nous ne sortirions de la crise actuelle qu'en donnant de nouvelles significations à cette construction. Cela implique un saut conceptuel qui nous permette de comprendre et d'expliquer les avantages et les devoirs de l'interdépendance. Seule la compréhension des bénéfices du projet européen nous permettra de surmonter cette « peur démocratique » (Habermas) qui s'empare de nos dirigeants et explique la prévalence du court terme dans les prises de décision, ainsi que la dérive populiste de nos sociétés. Nous devons comprendre à quel point l'UE constitue un instrument de soulagement des effets négatifs de la mondialisation et nous réapproprier au niveau européen quelques-unes des compétences perdues par les États. L'UE doit démontrer sa valeur ajoutée par rapport

à une simple superposition d'États-nations. L'Europe doit se connaître elle-même et retrouver une cohérence. L'intégration politique progressera quand nous aborderons ouvertement la question de la nature même de l'Europe, quand nous n'éluderons plus les questions de fond pour expliquer ce qu'est l'Europe et ce qu'elle peut devenir. ¶

Traduit de l'espagnol par SYLVAIN VAILLARD